

MUZEUL ȚĂRII CRIȘURILOR

# CRISIA

LI

O R A D E A • 2 0 2 1

# POLITIQUE ET HISTOIRE DANS L'HISTORIOGRAPHIE ROUMAINE POSTCOMMUNISTE: 1990-2010. QUELQUES CONSIDERATIONS

Gabriel MOISA\*

## POLITICS AND HISTORY IN POST-COMMUNIST ROMANIAN HISTORIOGRAPHY: 1990-2010. SOME CONSIDERATIONS

### ABSTRACT

Authoritarian regimes have a special dialogue with the discipline of history, a dialogue almost always located in positions of strength. The phenomenon has been studied several times. Bogdan Murgescu, for example, spoke of an "increased voluntarism in attempts to control historical knowledge" of totalitarian regimes. The Romanian totalitarian context was definitely in this direction as early as 1948 when the elite of Romanian historians were removed from the space of Romanian culture. The tools used by the totalitarian system in the subordination of history are not too varied and / or sophisticated. The register in which we operated was the direct one, situated between the explicit political command addressed to the "historical front" and the social and even physical repression of those who were recalcitrant.

In general, the discussion of post-communist historiography runs with difficulty. The motives are diverse, some objective and some subjective and I will not dwell on these now. But during this period historiography found itself in a permanent dialogue with society, historiography taking on the image of society. The development of the profession of historian cannot be separated from the development of Romanian society as a whole or from the development of international contexts.

**Keywords:** Politics, ideology, historiography, post-communism, Romania

Les régimes autoritaires ont un dialogue spécial avec la discipline de l'histoire, un dialogue situé presque chaque fois sur des positions de force. Le phénomène a été étudié plusieurs fois. Bogdan Murgescu parlait par exemple d'un „volontarisme augmenté dans les essais de contrôler la connaissance historique”<sup>1</sup> des régimes totalitaires. Le contexte totalitaire roumain s'est inscrit définitivement sur cette direction dès l'année 1948 quand, l'élite des historiens roumains a été radiée de l'espace de la culture roumaine. Les outils utilisés par le système totalitaire dans la subordination de l'histoire ne sont pas trop variés et/ou sophistiqués. Le registre où on actionnait était celui direct, situé entre la commande politique explicite adressée „au front historique” et la répression sociale et même physique de ceux récalcitrants.

À son tour, Vlad Georgescu discutait, dans les conditions les plus hostiles, sur un mélange roumain d'histoire et politique dans les années du régime communiste. Dans l'essai d'identifier les avatars de la discipline historique dans le communisme, Vlad Georgescu parlait de „histopolitografia” du communisme roumain (*histopolitografia* = la place de l'histoire dans la politique et de la politique dans son histoire)<sup>2</sup>.

\* University of Oradea, Țării Crișurilor Museum Oradea – Museum Complex; e-mail: gabimoisa@hotmail.com

<sup>1</sup> Bogdan Murgescu, *A fi istoric în anul 2000*, București, Editura All Educațional, 2000, p. 11.

<sup>2</sup> Vlad Georgescu, *Politică și istorie. Cazul comuniștilor români 1944-1977*, București, Editura Humanitas, p. 7.

En général la discussion sur l'historiographie postcommuniste se déroule avec difficulté. Les motifs sont divers, les uns objectifs les autres subjectifs et je ne vais pas insister sur ceux-ci maintenant. Mais pendant cette période l'historiographie s'est trouvée dans un dialogue permanent avec la société, l'historiographie prenant d'ailleurs l'image de la société. L'évolution du métier d'historien ne peut pas être séparée de l'évolution de la société roumaine dans l'ensemble ou de l'évolution des contextes internationaux<sup>3</sup>. Dans ces conditions, Alexandru Zub mettait la question, c'est vrai que dans une période plus près du moment de la chute du communisme (1994), si on peut parler de l'historiographie postcommuniste dans les conditions où les Pays Roumains se sont trouvés dans une sorte de transition permanente. L'historien de Iasi tranchait ce dilemme en observant des phénomènes de continuité et de rupture dans l'écriture historique roumaine, comme dans tout l'espace ouest-européen<sup>4</sup>.

Les chercheurs de l'histoire sont surtout d'accord avec le fait que les régimes totalitaires ont tous les motifs de montrer un intérêt agrandi pour l'histoire. Mais il y a de plus en plus beaucoup d'opinions que ni les régimes démocratiques ne sont pas entièrement désintéressés de la rédaction de l'histoire, ceux-ci ayant pourtant une attitude plus nuancée, mais les moyens par lesquels ils influencent l'historiographie sont plus fins et plus subtiles<sup>5</sup>. Ceux-ci sont structurés sur les principes de la compétence politique.

Dans ces conditions, l'électorat doit souvent être „formaté” ainsi qu'il devienne attentif aux suggestions du corps politique. On connaît les efforts des partis politiques dans la direction de la réalisation des liens avec des structures politiques d'entre les deux guerres mondiales pour prouver, d'une part, beaucoup plus de solidarité doctrinaire et d'autre part pour éliminer toute association possible avec l'ancien régime qui devait, n'est ce pas? être répudié aussi rigoureux que possible. Dans quelques cas ces démarches sont absolument pertinentes. Dans d'autres cas, elles ne sont pas du tout justifiées. Dans tous les cas personne ne déclare pas son appartenance à l'ancien parti unique, en dépit des plus évidentes filiations. On y détecte une certaine peur du passé, de l'histoire, sans réaliser que fatalement, ainsi comme on le sait, l'histoire met chacun à sa place.

C'est la raison pour laquelle il y a une lutte permanente de ces structures politiques avec le passé, une lutte dans laquelle, malheureusement pour elles, celles-ci n'ont pas de grandes chances de victoire. Cette chose serait possible peut-être au cas où la croisade de la filiation aurait été initiée par les suggestions de Nicolae Iorga, fait évidemment peu crédible, conformément auxquelles „les vérités historiques tiennent du discernement et pas de la simple constatation. Pour les comprendre, on a besoin de tout ce que la conscience profonde de la langue et la fantaisie créatrice de définitions peut trouver de plus fin”<sup>6</sup> ou cette chose serait possible si la croisade aurait été basée sur ce que Neagu Djuvara, inspiré par la philosophie critique de l'histoire professé par Raymond Aron, se demandait concernant à l'existence de la vraie histoire, dans un contexte où étaient mêlés des éléments de vérité et de fiction dans la reconstitution du passé, éléments bénéficiaires de nombreuses lumières et ombres<sup>7</sup>.

Si l'histoire récente est éludée par le corps politique quand il s'agit de se rapporter à elle (il s'agit bien sûr du régime communiste), on ne peut pas dire la même chose de la manière de l'utiliser cependant beaucoup plus de fois exclusivement du point de vue politique. On connaît une telle chasse de collaborateurs de La Sécurité des partis politiques, quand les adversaires politiques cherchent des collaborateurs dans la partie adverse en utilisant des forces politiques. Le phénomène

<sup>3</sup> Alexandru Zub, *Clio sub semnul interogației. Idei, sugestii, figuri*, Editura Polirom, Iași, 2006, p. 89.

<sup>4</sup> Idem, *Discurs istoric și tranziție*, Editura Institutul European, Iași, 1998, p. 84-85.

<sup>5</sup> Bogdan Murgescu, *op. cit.*, p. 11.

<sup>6</sup> Nicolae Iorga, *Generalități cu privire la studiile istorice*, ed. a IV-a, îngrijită de Andrei Pippidi, Editura Polirom, Iași, 1999, p. 343.

<sup>7</sup> Alexandru Zub, *Clio sub semnul interogației. Idei, sugestii, figuri*, Editura Polirom, Iași, 2006, p. 177.

connaît des flux et des reflux, en atteignant des côtes maximales à l'approche des campagnes électorales, en y bénéficiant inclusivement des complicités des structures de recherche réalisées à partir la moitié des années 2000 et trouvées sous le contrôle politique. Les coordinations de ces institutions sont pendantes au contenu du pouvoir politique et le programme éditorial et celui de la recherche sont dirigés en relation avec le pouvoir politique. Heureusement pour le corps professionnel des historiens, ce phénomène n'est pas généralisé, la cooptation volontaire ou non des chercheurs du domaine étant assez diminuée.

Le système démocratique ne connaît pas les formes extrêmes de contrôle de l'historiographie, comme la censure ou la répression politique<sup>8</sup>. Fait qui n'empêche pas la concrétisation d'un contrôle sur la recherche historique. Le contrôle le plus efficient se réalise par la direction des fonds publics vers ces institutions qui sont plus attentives aux nuances politiques. Il y a en Roumanie des institutions qui bénéficient d'importantes ressources qui peuvent soutenir non seulement la recherche mais la diffusion de la production aussi, ainsi que celle-ci arrive plus facilement au consommateur d'histoire.

On peut dire la même chose sur certaines maisons d'édition bien connectées à ce qui signifie la décision politique, surtout par leurs directions; d'importantes ressources budgétaires y sont canalisées, la sélection des auteurs qui publient étant bien articulée dans la même direction. Ainsi apparaît un problème assez compliqué et insurmontable pour les historiens, celui de l'accès au public. Quelques auteurs sont plus présents dans les librairies (d'habitudes les mêmes auteurs) - on nous dit qu'à la suite d'un mieux management des maisons d'édition, par management on y comprenant y inclus le rapport avec le facteur de décision économique et politique. Le lobby qu'on fait aux certains auteurs et volumes, y compris par des parutions télévisées, présentées comme étant les plus complètes et qui confèrent la vraie histoire, n'est pas sans importance aussi. Les maisons d'édition Humanitas, Polirom, Curtea Veche sont les bénéficiaires d'un contexte extrêmement favorable tant en ce qui concerne la publication que la distribution et on ne doit pas chercher trop longtemps dans leur organigrammes pour trouver les explications de cet état de fait. Il y a encore un phénomène intéressant digne à signaler.

Une bonne partie des productions historiographiques est consacrée à l'histoire du communisme roumaine et toutes essaient à nous offrir la même image de ce fragment d'histoire nationale. Les mêmes maisons d'édition et auteurs, par leurs réalisations, lancent des débats publics et télévisés et donnent, bon gré, mal gré, le ton des discussions thématiques. Il suffit de rappeler l'ample discussion générée par Lucian Boia avec son livre *Istorie și mit în istoriografia românească (Histoire et mythe dans l'historiographie roumaine)* dans la direction de la démystification de l'histoire et les réactions afférentes, discussion qui a marqué l'historiographie roumaine plus d'une décennie. Et parce que la polémique, en échange, réalise des ventes, Lucian Boia est l'un des historiens les plus privilégiés du postcommunisme qui a ligne de crédit ouverte à Humanitas.

En contrepoids, les prestigieuses maisons d'édition universitaires sont mises en difficultés de ce point de vue. Les grandes universités et les instituts de recherches ont résolu partiellement ce problème par l'ouverture des librairies et ils font aussi des efforts dans la direction de la distribution de la production historiographe, sans pouvoir se comparer avec d'autres institutions d'édition et distribution du livre historique.

Peut-être le plus persuasif rapport entre l'histoire et la politique dans le postcommunisme est celui par lequel le public est envoyé périodiquement dans le passé, surtout dans des situations de crise économique ou politique. Le public est „invité” plusieurs fois d'accéder à d'autres sujets, son attention étant détournée de la réalité courante, le média y ayant un rôle bien déterminé en assumant ces sujets

<sup>8</sup> Bogdan Murgescu, *op. cit.*, p. 11.

„collectés” évidemment de l’histoire récente ou le plus tôt de la période d’entre les deux guerres mondiales. Dans ces situations, l’appel à l’histoire a rarement une cohérence logique, mais le plus souvent est efficace. La technique n’est pas nouvelle, le régime communiste a fait souvent appel à l’histoire, surtout dans les années ’80 quand il traversait une période de crise accentuée<sup>9</sup>.

Dans une communication soutenue en 2002 mais publiée en 2006, l’historien de Iasi Alexandru Zub tirait l’attention sur le fait que, quoique échappée de la commande totalitaire, l’historiographie roumaine était assez timide dans la reconstitution de l’époque communiste. Alexandru Zub affirmait qu’il n’y avait pas un programme cohérent d’étude du communisme en dépit des essais faits dans ce sens par la création de L’Institut National pour L’Étude du Totalitarisme<sup>10</sup>. Mais il ne pouvait pas prévoir l’avalanche des instituts de recherche de la période communiste de la moitié des années 2000. En dépit de tout ça, l’assertion de Alexandru Zub reste valable. Cependant, depuis là Alexandru Zub se rend compte du phénomène des instituts répliques<sup>11</sup>.

Au milieu des années 2000, la recherche historiographique roumaine connaît un phénomène intéressant. Il s’agit d’une vraie avalanche de nouveaux instituts consacrés spécialement à l’histoire du communisme roumaine. Absolument tous ont été créés dans un certain contexte politique interne et international. Dans la majorité des cas leur création n’est pas due nécessairement à une nécessité scientifique objective mais à une impulsion politique, dans le contexte d’une dispute évidente entre différents acteurs politiques et sur le fond d’une suspicion presque généralisée de collaboration avec La Sécurité communiste, générée par le caractère extrêmement secret des archives de l’ancienne police de La Roumanie.

Ainsi on peut interpréter la création de l’Institut pour l’Étude des Crimes du Communisme conduit par l’historien Marius Oprea, idée soutenue surtout par le Parti National Libéral à la fin de l’année 2005, dans le contexte des amples discussions sur ce sujet des mêmes membres libéraux dirigés par Călin Popescu Tăriceanu, discussions qui visaient surtout les dirigeants politiques de l’opposition mais aussi, surprise, quelques collègues de la coalition, surtout le président de La Roumanie. Notre conviction est soutenue par la vitesse avec laquelle le plus important personnage visé par le premier ministre et ses intimes, le chef de L’État, a créé son propre instrument d’investigation du communisme de Roumanie qui allait rendre un verdict tranchant sur l’époque. Il s’agit de La Commission présidentielle pour l’analyse de la dictature du communisme, dirigée par Vladimir Tismăneanu. Comme le mentor de La Commission, celle-ci a actionné plus vite que l’institution patronnée par le premier ministre, en élaborant dans moins d’une année un volumineux Rapport de condamnation du communisme roumain, la variante présidentielle, et on attend la variante du premier ministre, publiée bien sûr par L’Institut pour L’Étude des Crimes du communisme.

Dans la même sphère de l’interférence de l’histoire avec le politique se trouve aussi Le Conseil National de L’Étude des Archives de La Sécurité (C.N.S.A.S.), qui est une institution de recherche exclusivement par son département de recherche, mais plusieurs d’entre ses engagés et mêmes des membres du Collège C.N.S.A.S. ont terminé des facultés d’histoire. Ce qui nous paraît déplacé est la nomination des membres du Collège C.N.S.A.S. (on y fait référence exclusivement aux historiens qui font l’objet de notre attention) sur des critères politiques ce qui signifie que les décisions qu’ils prennent peuvent être à un moment donné susceptibles d’être liées avec la volonté politique du

<sup>9</sup> Gabriel Moisa, *Istoria Transilvaniei în istoriografia românească 1965-1989*, Editura Presa Universitară Clujeană, Cluj-Napoca, 2003, p. 44-109.

<sup>10</sup> Al. Zub, *Între comanda totalitară și imperativul științific*, în Idem, *Clio sub semnul interogației. Idei, sugestii, figuri*, Editura Polirom, Iași, 2006, p. 238-247, communication présentée au colloque international Totalitarism, ideologie și realitate socială în România și RDG, Iași, 15 noiembrie 2002.

<sup>11</sup> *Ibidem*, p. 241.

parti qui les a désignés. Ainsi, l'historien membre du Collège peut être mis dans la situation de prendre une décision qui excède la vérité historique qui se retrouve dans les dossiers. Comme le débat public et surtout politique autour de C.N.S.A.S. est très ardent, le motif étant d'ailleurs très connu même si les politiciens ne reconnaissent pas ce fait, et le fait aussi que les historiens peuvent être engrenés dans tels jeux politiques perpétuent une image négative pour l'historien, très présente avant 1989 et liée de la complicité existante souvent entre l'histoire et la politique. Les résultats d'un tel état de fait ne peuvent pas être que désastreux pour la discipline que nous servons.

La même suspicion se trouve concernant les raisons pour lesquelles on a créé, par exemple, L'Institut de la Révolution Roumaine, sous le patronage de Ion Iliescu, pendant la dernière semaine passée comme président de La Roumanie, d'autant plus qu'un courant d'opinion de plus en plus bien défini s'était mis en évidence, courant d'opinion qui contestait le caractère révolutionnaire des événements du décembre 1989. C'est pourquoi la création de cette institution a suscité des amples discussions dans la société civile et celle des historiens<sup>12</sup>. Quelques-uns d'entre eux-ci ont catalogué le geste de son création comme éminemment politique. Mais c'est aussi vrai le fait que ces voix proviennent d'une zone politique militante opposée à celle de l'initiateur du projet (Le Parti Social Démocrate); dans cette situation sur leurs points de vue peut planer aussi la suspicion de la subjectivité. Il est suffisant d'y rappeler la véhémence d'Adrian Cioroianu quand il soutenait cette hypothèse dans sa qualité d'historien mais on ne peut pas faire abstraction de sa position politique, celle de vice-président de P.N.L. et de vice-président de la Commission de Culture du Sénat de La Roumanie de la part du P.N.L.<sup>13</sup>. Parce que Ion Iliescu se situe parmi les plus intéressés de la garde du secret du caractère révolutionnaire des événements, la suspicion persiste autant qu'il a été le principal partisan de sa création. D'ailleurs, les premiers deux numéros de L'Annuaire de L'Institut de La Révolution Roumaine certifient cette certitude. Aucun matériau de ces Annuaire ne conteste pas et ne met pas en discussion le caractère révolutionnaire des événements du décembre 1989.

Le même aspect peut être mis en discussion aussi pour la création en 2003 de L'Institut National pour la Mémoire de L'Exil Roumain; suivant tout ce que cet institut s'est proposé à faire et ses réalisations des dernières années, on observe qu'il laisse dans l'ombre une certaine partie de l'exile roumaine, très présente comme aire de contestation du régime de Bucarest pendant la période communiste. Il s'agit de l'émigration de droite. D'ailleurs, dans Le Collège de Garantie Morale des „Cahiers INMER”, on trouve à peine des noms de cette catégorie de l'exil en dépit du fait que des personnalités importantes de l'écriture et de l'esprit roumain, au moins du niveau de celles présentes dans le Collège, y ont activé.

La suspicion est entretenue par les montants consistants attribués à ces instituts de recherche de l'histoire assez récents, des montants en totale contradiction avec les difficultés financières annuelles des Instituts de L'Académie qui ont aussi comme objet d'activité l'étude du communisme. La même situation financière précaire peut être constatée dans d'autres cas : Le Mémorial des Victimes du Communisme et de La Résistance Anticomuniste de Sighet ou L'Institut Roumain d'Histoire Récente, des réalisations indépendantes de la volonté politique des gouvernements qui se sont succédés après 1989. L'Institut y mentionné a une histoire intéressante il étant à son tour l'initiative d'un facteur externe de la science historique. L'Institut Roumaine d'Histoire Récente a

<sup>12</sup> Voir la discussion animée par les pages du magazine 22, an XVI, no. 811, 20-26 septembre 2005, pp. 16-17, sous le titre Another Spike: The Institute of the Revolution, auquel participent plusieurs historiens et représentants de la société civile, chacun soutenant d'arguments pour ou contre son point de vue. Parmi les participants, nous citons les historiens Bogdan Murgescu, Miodrag Milin, Adrian Cioroianu et Liviu Mihaiu, Traian Orban, Radu Filipescu et Claudiu Iordache de la société civile.

<sup>13</sup> A. Cioroianu, *O sinecură*, în revista 22, an XVI, nr. 811, 20-26 septembrie 2005, p. 17.

été créé en 2000 à l'initiative de l'Ambassadeur des Pays-Bas à Bucarest de ce temps-là, Coen Storck, le financement étant assuré exclusivement par le gouvernement hollandais<sup>14</sup>.

Ainsi, L'Institut pour L'Étude des Crimes du Communisme ayant une dot financière de 60 milliards lei (la monnaie ancienne) est le plus favorisé de ce point de vue grâce sans doute au fait qu'il représente la matérialisation de l'idée du premier ministre, le chef, par le ministre de finances, de la trésorerie du pays. L'Institut de la Révolution Roumaine dispose de 33 milliards lei (la monnaie ancienne), L'Institut National pour la Mémoire de l'Exil Roumain – 11 milliards lei (la monnaie ancienne) et L'Institut pour L'Étude du Holocauste – 14 milliards (la monnaie ancienne)<sup>15</sup>. Ces sont des montants valables seulement pour la première année de fonction. En fin, seulement le budget du C.N.S.A.S. pour l'année 2006 a été non moins de 116 milliards lei (la monnaie ancienne)<sup>16</sup>. Les collaborateurs de la Sécurité devaient, n'est-ce pas, à tout prix être trouvés et, si possible, ils devaient être de la partie adverse.

Toutes ces coïncidences, la création des instituts de recherche au milieu des disputes politiques, sous le patronage et à l'initiative des personnes politiques pas du tout désintéressées sous l'aspect des résultats des recherches entreprises par ceux qui y sont engagés, le riche financement des unes d'entre ces institutions en désaccord avec le financement des institutions existants déjà et qui ont comme objet d'étude justement ces nouvelles questions d'intérêts pour les politiciens – toutes ces coïncidences peuvent conduire à la conclusion qu'à partir des années 2003-2004 le facteur politique roumain de tout le spectre est de plus en plus intéressé de l'histoire et, malheureusement de sa manipulation.

Dans ce chapitre on ne peut pas oublier l'une des dernières *entreprises* de ce genre parue dans la constellation de la recherche historique roumaine. Il s'agit du Centre d'Histoire des Roumains „Constantin C. Giurescu”, dirigé à ce temps-là par Alex Mihai Stoinescu qui se définit comme une initiative privée de recherche de l'histoire nationale<sup>17</sup>. Étant une institution particulière, le centre doit avoir un financier privé, et pas un financement du budget de l'état, comme dans les exemples précédents. Il s'agit du président du Parti La Nouvelle Génération, George Becali, un parti qui probablement aura un lieu dans le Parlement aux élections futures.

Ceux qui gravitent autour de ces institutions sont bien ancrés dans les réalités contemporaines de tous les points de vue. Mais en dépit de tout ça les choses ne restent pas sous le signe de la honnêteté aussi longtemps que le reste de la recherche historique de La Roumanie n'est pas soutenue dans la même mesure. Les engagés de ces instituts privilégiés sont de loin les mieux rémunérés et les plus médiatisés également, par la presse écrite et par la télévision aussi. Ce sont les patrons qui ont soin de cette chose parce qu'ils veulent imposer un certain discours. De ce point de vue et ayant l'exemple de l'historiographie roumaine pendant le temps du régime communiste, il y a le danger réel de la manipulation de l'histoire et de son utilisation comme arme dans les disputes politiques. Dans la même mesure, les historiens qui acceptent délibérément d'être engrenés dans ce jeu seront certainement pénalisés par les recherches impartiales qui seront faites plus tôt ou plus tard.

<sup>14</sup> N. Videnie, *Institutul Român de Istorie Recentă*, în *Erasmus. Revistă a Societății de Studii Istorice Erasmus*, 2001, nr. 12, p. 81.

<sup>15</sup> L'Institut pour l'étude de l'Holocauste en Roumanie s'est matérialisé non pas à partir d'une initiative interne de la guilde mais à la suite de quelques suggestions venant de la Commission internationale pour l'étude de l'Holocauste. L'institution est établie depuis le 10 octobre 2005.

<sup>16</sup> *Gândul*, sâmbătă, 29 aprilie 2006, an II, nr. 304, p. 3.

<sup>17</sup> \*\*\*, *Dosarele istoriei*, 2006, an XI, nr. 11 (123), p. 13-14.